

**Pour une réelle amélioration des conditions d'accueil et d'apprentissage  
des élèves !**

**Pour une amélioration des conditions de travail et d'emploi  
de tous les personnels !**

**Contre le passage en force de la Mairie de Paris !**

Le Maire de Paris s'obstine à vouloir mettre en œuvre la réforme des rythmes scolaires dès la rentrée 2013 sans réelle concertation, alors que rien n'est prêt et ne peut l'être dans des conditions acceptables pour le service public : les enfants et les personnels (qu'ils soient enseignants ou agents de la Ville) seraient placés dans de très mauvaises conditions.

La Mairie de Paris semble être sûre d'avoir raison contre le reste du monde (parents, enseignants, animateurs, pédagogues, chronobiologistes...). Il est maintenant clair pour beaucoup que cette réforme n'améliorera en rien les conditions d'apprentissages des élèves et ne favorisera pas la démocratisation scolaire, que la Mairie est incapable de mettre en place un péri-scolaire de qualité gratuit avec des personnels enfin reconnus et formés dès la rentrée 2013.

La Mairie de Paris veut augmenter le temps périscolaire de 45 minutes le midi... ce qui risque fort de le limiter à de la garderie... alors que d'un autre côté l'école le mercredi matin programme la mort des centres de loisirs notamment.

De même, difficile de croire que l'intérêt de l'enfant guide le gouvernement quand il prévoit de dégrader les normes actuelles d'encadrement du péri-scolaire en passant d'un adulte pour 10 enfants à 14 pour les moins de 6 ans et de 14 à 18 pour les plus de six ans.

Par conséquent, **il est légitime de se demander si c'est vraiment l'intérêt de l'enfant qui guide la Mairie de Paris dans ses choix ou plutôt le fait que cela coûterait moins cher à la Ville.**

De plus, cette réforme dégrade les conditions de travail et d'emploi des enseignants. L'amplitude horaire du travail des enseignants va s'accroître et ce sans qu'aucune revalorisation salariale conséquente ne soit envisagée.

Elle impacte profondément les conditions de travail et d'emploi de milliers d'agents de la Ville de Paris. Nos deux organisations souhaitent insister sur les conséquences de cette réforme sur les personnels de la Ville, ces questions sont trop souvent exclues des débats.

- Les adjoints d'animation vont devoir travailler sur des rythmes de travail profondément transformés avec des projets complètement différents en cours d'année scolaire. Quel impact sur l'emploi de milliers d'agents vacataires recrutés sur des emplois permanents. Cette réforme sera-t-elle enfin l'occasion de leur donner des CDD ; des CDI, de les titulariser ?
- Les conditions d'occupation des locaux et d'accueil des enfants vont modifier l'organisation du travail des ATE et ASEM des écoles maternelles et élémentaires.
- Les personnels des Caisses des écoles vont devoir fournir plus de repas le mercredi. La Mairie va-t-elle être en capacité de préparer cela en quelques mois ?

- Les conditions de travail des professeurs de la Ville de Paris dont on supprime des postes chaque année risquent d'être impactées
- Et les personnels administratifs ? Dans quelles conditions de travail la Mairie de Paris va les faire travailler pour mettre en musique cette réforme bâclée et imposée d'en haut ?
- La Mairie évalue (sur quelle base ?) à 20 millions d'euros le coût de la réforme. Les emplois nécessaires vont-ils encore être créés par redéploiement des effectifs dans un budget que la Mairie considère comme contraint ?

Le SNUipp-FSU et le SUPAP-FSU appellent à ne pas tomber dans le piège qui nous est tendu par la Mairie de Paris. M Delanoë essaie de diviser pour mieux régner ! Notre combat est commun : améliorer les conditions d'apprentissage et d'accueil des enfants dans les écoles parisiennes tout en obtenant une amélioration des droits de l'ensemble des personnels, enseignants comme agents de la Ville. Nos deux organisations appellent donc les personnels à manifester ensemble le 2 février dès 14h30 de la Sorbonne à l'Hôtel de Ville. Une vraie discussion doit s'ouvrir pour transformer réellement et en profondeur l'existant qui est loin d'être satisfaisant.

Paris, le 28 janvier 2013

Contacts presse : Jérôme Lambert, SNUipp-FSU : 06 08 85 40 32  
Benjamin Poiret, SUPAP-FSU : 06 33 18 26 74